

Perspectives sectorielles

2009-2011



Laurentides



Auteur

Benoit Leduc, économiste
Service Canada
Région des Laurentides
Téléphone : 450-430-2800, poste 235
Courriel : benoit.leduc@servicecanada.gc.ca

Mise en page

Muriel Deslauriers

Photos

Image modifiée, Denis Chabot, © Le Québec en images, CCDMD
Image modifiée, Gilles M. Deschênes, © Le Québec en images, CCDMD
Image modifiée, Martin Caron, © Le Québec en images, CCDMD

Octobre 2009

This publication is also available in English.

Dans ce document, l'usage exclusif du masculin pour désigner les personnes n'a pour seul but que d'alléger le texte.

Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas forcément le point de vue de Service Canada ou du gouvernement du Canada.

N° de cat. : SG2-1/10-2009F-PDF
ISBN 978-1-100-93335-1
© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2009



Table des matières

Sommaire.....	4
Introduction	6
Notes méthodologiques	7
Partie 1 : Vue d'ensemble	9
Description du territoire	9
Environnement économique	9
Indicateurs du marché du travail	11
Partie 2 : Perspectives sectorielles	12
Vue d'ensemble.....	12
Secteur primaire.....	13
Secteur de la fabrication	14
Fabrication liée à la consommation	16
Fabrication liée aux ressources.....	17
Fabrication liée aux investissements.....	17
Industrie de la construction	18
Secteur des services.....	19
Services à la consommation.....	19
Services à la production	20
Services gouvernementaux et parapublics	22

Liste des tableaux

Tableau 1	
Principaux indicateurs du marché du travail – 2006-2008	11
Tableau 2	
Répartition et perspectives de l'emploi selon certains regroupements industriels	12
Tableau 3	
Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur primaire	13
Tableau 4	
Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur de la fabrication	15
Tableau 5	
Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la consommation	19
Tableau 6	
Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la production.....	21
Tableau 7	
Répartition et perspectives de l'emploi dans les services publics et parapublics.....	22



Sommaire

La population des Laurentides se chiffrait à 511 280 personnes en 2006, soit une hausse de 10,8 % par rapport à 2001 (hausse de 4,3 % pour le Québec). En fait, la région des Laurentides affiche l'une des plus fortes croissances démographiques du Québec. Toutes les municipalités régionales de comté (MRC) ont vu leur population croître, en particulier Mirabel et Les Pays-d'en-Haut. Selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), la population devrait croître de 11,6 % au cours de la période 2006-2011 (hausse de 6,9 % pour le Québec). Cette croissance sera la deuxième en importance après celle de sa voisine, la région de Lanaudière. La région des Laurentides doit la majorité de son accroissement démographique à un solde migratoire infraprovincial parmi les plus élevés du Québec depuis plusieurs années.

La population en âge de travailler est en progression constante, de même que la population active et l'emploi. **Pour 2009-2011, la croissance de l'emploi ralentira considérablement en raison de la conjoncture économique, laquelle diminuera la performance du marché du travail durant la première moitié de la période.** Elle devrait se situer à 0,7 % en moyenne annuellement (0,3 % pour le Québec). Cette croissance de l'emploi, liée à celle de la population en âge de travailler, devrait maintenir le taux de chômage relativement bas en comparaison de celui de la province. Il convient de souligner que l'économie laurentienne et celle de Montréal et des régions voisines sont interdépendantes. Même si l'économie locale s'est beaucoup développée durant la dernière décennie, près de la moitié de la population au sud de Saint-Jérôme se déplace quotidiennement vers Montréal et Laval pour travailler.

La structure des industries de la région des Laurentides ressemble sensiblement à celle du Québec, alors que le secteur des services procure du travail à un peu plus de trois Laurentiens sur quatre. La région se démarque notamment par l'importance relative plus grande qu'occupe l'industrie de la construction, à près de 8 % de la main-d'œuvre. De son côté, le secteur de la fabrication est, toute proportion gardée, moins important dans le marché du travail laurentien, à 12,5 % de l'emploi comparativement à 14,5 % au Québec.

Dans les Laurentides, environ 5 000 personnes travaillent dans le secteur primaire, très marginalisé. Plus d'un emploi sur deux de ce secteur se trouve dans l'agriculture, concentrée au sud du territoire. L'industrie forestière (exploitation de la forêt, coupe, moulins à scie, etc.) occupe 26 % des travailleurs du secteur primaire. Ce secteur, qui joue un rôle important dans l'économie des MRC au nord du territoire, éprouve des problèmes d'approvisionnement, de compétitivité et de rentabilité. Dans l'ensemble, l'emploi dans le secteur primaire devrait décroître légèrement au cours des trois

prochaines années. Le secteur forestier devrait continuer à se restructurer en 2009 et au début de 2010, en raison de la vigueur du dollar canadien, du nombre décroissant de mises en chantier, de la baisse de la demande américaine et du nouveau plan de gestion de la forêt, auquel les industries doivent s'adapter.

Le contexte économique a été très favorable à l'industrie de la construction dans les Laurentides au cours des trois dernières années, mais il devrait l'être un peu moins dans le proche avenir. La croissance d'emploi de cette industrie résulte d'une très forte demande dans le secteur résidentiel, stimulée par la croissance démographique exceptionnelle et l'expansion du domaine de la construction de bâtiments à usage commercial ou institutionnel. Il est de plus à noter que les travailleurs de cette industrie profitent également du vaste marché que constitue le Grand Montréal. À l'instar de celle du Québec, la croissance de l'emploi ralentira légèrement dans la région, mais elle demeurera positive d'ici 2010. Des investissements importants dans les secteurs commercial, touristique et du génie civil compenseront en partie le ralentissement anticipé dans le secteur résidentiel, surtout vers la fin de la période de prévision. Le principal impact devrait se faire sentir sur le nombre d'heures travaillées plutôt que sur le volume d'emplois dans l'ensemble de l'industrie de la construction.

Le secteur de la fabrication des Laurentides s'est beaucoup diversifié au fil des ans. Il représente maintenant plus de 12 % de l'emploi régional. Comme pour le Québec, nous prévoyons une décroissance faible de l'emploi dans la région d'ici 2010. Cette contraction devrait être de -0,3 % en moyenne annuellement durant cette période (-1 % pour le Québec). Les sous-secteurs qui offriront les perspectives les plus prometteuses sont ceux de la fabrication du matériel de transport, notamment l'industrie aéronautique, de produits métalliques, de machine, d'aliments et boissons ainsi que de matériel, d'appareils et de composants électriques. En revanche, les sous-secteurs traditionnels de la fabrication tels que ceux des vêtements, du cuir, du textile, des produits en bois, des meubles et du papier devraient enregistrer les plus fortes décroissances de l'emploi durant la période de prévision.

L'évolution de l'emploi dans le secteur tertiaire de la région est fortement liée à la croissance démographique et au pouvoir d'achat de la population. En fait, près de 31 % de l'emploi de ce secteur se retrouve dans des services liés à la consommation. Or, la croissance de la population, quoique en ralentissement, demeurera solide tant dans les Laurentides que dans l'ensemble de la région métropolitaine de recensement de Montréal. De plus, la région enregistre année après année une croissance soutenue du revenu disponible par habitant. Le maintien de ce contexte favorable permet d'anticiper que le secteur des services à la consommation connaîtra une croissance annuelle moyenne de l'emploi de 1 %



d'ici 2011, un taux supérieur à celui de l'ensemble du Québec (0,4 %).

Les services à la production devraient également obtenir de bons résultats. Le nombre de projets de construction nécessitant des services d'ingénierie sera en croissance au cours des trois prochaines années grâce aux investissements majeurs que les différents ordres de gouvernement accorderont au renouvellement des infrastructures publiques. De plus, comme il sera nécessaire d'augmenter les services publics, tels que le traitement de l'eau, en raison de la croissance

démographique et industrielle, la croissance de l'emploi sera stimulée, notamment dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques.

Cet aperçu des perspectives industrielles donne une bonne indication des secteurs en pleine croissance et des industries qui, conjoncture oblige, devront diminuer leurs activités ou augmenter leur niveau de productivité, ce qui pourrait parfois exiger à court terme de réduire le recours à la main-d'œuvre, mais procurer des avantages à plus long terme.



Introduction

Tous les ans, Service Canada effectue des prévisions à moyen terme de l'emploi selon les industries et les professions pour l'ensemble du Québec et pour chacune de ses régions économiques. Les résultats de ces analyses sont publiés sous la forme d'une série d'études qui visent à donner un aperçu global de l'évolution récente et des perspectives du marché du travail au Québec et dans ses différentes régions.

Cette série de documents intéressera, nous l'espérons, les personnes cherchant leur voie sur le marché du travail ainsi que celles qui les appuient dans cette démarche, que ce soit les parents, le personnel du milieu de l'éducation ou les intervenants des services d'aide à l'emploi. Elle devrait également intéresser les entreprises et les associations d'employeurs désireuses de cerner certains enjeux relatifs à la gestion des ressources humaines dans leur industrie.

Le présent document comporte deux sections. La première partie dresse un portrait d'ensemble du marché du travail de la région : y sont présentés un aperçu de l'évolution économique et les principaux indicateurs du marché du travail. La deuxième partie traite des perspectives sectorielles sur la base de regroupements industriels définis dans le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).



Notes méthodologiques

Estimations d'emploi

Les estimations d'emploi par industrie sont basées sur les données de l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada. Ce choix a été motivé par le fait que l'EPA constitue la seule source à la fois fiable et continue de l'évolution de l'emploi tant au Québec que dans les régions. Étant donné que certaines industries présentent de faibles niveaux d'emploi dans plusieurs régions économiques, d'autres sources de données, principalement de nature administrative, ont parfois été utilisées pour pallier le manque de fiabilité de l'EPA dans ces industries. De plus, des moyennes des trois dernières années (2006, 2007 et 2008) sont présentées dans les tableaux statistiques pour donner une indication plus fiable des niveaux d'emploi.

Les projections d'emploi ont été établies pour une période de trois ans s'étendant de 2009 à 2011. Elles ont été effectuées au cours de l'hiver 2009 et sont le fruit d'un travail de collaboration de l'ensemble des économistes de Service Canada présents dans les régions du Québec. Nous tenons également à remercier l'équipe du Système de projection des professions au Canada (SPPC) sans laquelle nous ne disposerions pas de plusieurs des outils d'analyse et de prévisions à la base de la présente étude.

Regroupements industriels

L'analyse des industries présentée dans ce document repose sur une agrégation basée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Nous donnons ici un bref aperçu de la composition de chacun de ces groupes. Une définition précise des industries est disponible dans le SCIAN publié par Statistique Canada.

Secteur primaire

- 11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse
- 21 Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz

Secteur de la fabrication

- 31-33 Fabrication

Les regroupements suivants peuvent également avoir été utilisés :

Fabrication liée à la consommation

- 311 Fabrication d'aliments
- 312 Fabrication de boissons et de produits du tabac
- 313 Usines de textiles
- 314 Usines de produits textiles
- 315 Fabrication de vêtements
- 316 Fabrication de produits en cuir et de produits analogues
- 323 Impression et activités connexes de soutien
- 337 Fabrication de meubles et de produits connexes
- 339 Activités diverses de fabrication

Fabrication liée aux ressources

- 321 Fabrication de produits en bois
- 322 Fabrication du papier
- 324 Fabrication de produits du pétrole et du charbon
- 327 Fabrication de produits minéraux non métalliques
- 331 Première transformation des métaux

Fabrication liée aux investissements

- 325 Fabrication de produits chimiques
- 326 Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
- 332 Fabrication de produits métalliques
- 333 Fabrication de machines
- 334 Fabrication de produits informatiques et électroniques
- 335 Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques
- 336 Fabrication de matériel de transport



- Construction
 - 23 Construction
- Services à la consommation
 - 44-45 Commerce de détail
 - 51 Industrie de l'information et industrie culturelle
 - 71 Arts, spectacles et loisirs
 - 72 Hébergement et services de restauration
 - 81 Autres services, sauf les administrations publiques
- Services à la production
 - 22 Services publics
 - 41 Commerce de gros
 - 48-49 Transport et entreposage
 - 52 Finance et assurances
 - 53 Services immobiliers et services de location et de location à bail
 - 54 Services professionnels, scientifiques et techniques
 - 55 Gestion de sociétés et d'entreprises
 - 56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
- Services gouvernementaux et parapublics
 - 61 Services d'enseignement
 - 62 Soins de santé et assistance sociale
 - 91 Administrations publiques



Partie 1 : Vue d'ensemble

Description du territoire

Selon l'Institut de la statistique du Québec, la région des Laurentides aura l'un des plus forts taux de croissance démographique au Québec avec sa région voisine, Lanaudière, au cours des prochaines années.

La région des Laurentides, de par sa situation et ses caractéristiques géographiques, a tissé au fil des ans une économie bénéficiant d'une grande diversité industrielle. Selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), la région des Laurentides aura l'un des plus forts taux de croissance démographique au Québec avec sa région voisine, Lanaudière, au cours des prochaines années. Ce dynamisme démographique a pour effet de favoriser le développement de l'industrie tertiaire, très présente dans la région. La région économique est composée de huit territoires de MRC aux caractéristiques particulières et qui peuvent se regrouper en trois sous-régions.

Ainsi, le sud de la région des Laurentides est caractérisé par un territoire urbain où cohabitent un secteur agricole riche des terres arables de la vallée du Saint-Laurent, des entreprises manufacturières diversifiées et un secteur commercial en pleine expansion. Cette partie de la région bénéficie d'une main-d'œuvre abondante et expérimentée, de voies d'accès terrestres et aériennes bien développées ainsi que du dynamisme du grand marché métropolitain de Montréal. Certaines industries, comme celles de la fabrication de matériel de transport, dont l'aéronautique, ainsi que de la transformation des aliments ont connu un essor au fil des ans grâce à l'arrivée d'entreprises de grande taille. Les municipalités qui s'étendent de la rivière des Mille-Îles jusqu'à Saint-Jérôme affichent l'une des plus fortes croissances démographiques de la région et de l'ensemble du Québec.

Le centre de la région des Laurentides compte sur les attraits naturels régionaux pour se développer. Les industries liées aux activités touristiques se sont concentrées dans cette zone de la région riche en lacs et montagnes. Les investissements majeurs qui ont eu lieu et qui se poursuivent malgré tout dans la région du Mont-Tremblant ont évidemment eu une incidence positive sur le niveau d'emploi local et régional. Notons également que la clientèle touristique de cette région, en moyenne plus aisée, est généralement moins influencée par la montée du huard et les coûts croissants de l'énergie.

La partie située le plus au nord du territoire est surtout rurale. Cette collectivité dépend beaucoup des retombées de ses ressources naturelles et plus particulièrement de celles de la forêt, notamment dans le cas des industries de la transformation du bois. Cette sous-région enregistre une croissance démographique moins forte que celle qui caractérise l'ensemble de la région des Laurentides. À cet égard, la migration, qu'elle soit interrégionale ou infrarégionale, favorise davantage les MRC situées au sud de la région économique des Laurentides.

Environnement économique

Le contexte global de l'économie a considérablement changé au cours des dernières années. Sur le plan structurel, les récents changements touchant la répartition de la production mondiale et le nouveau cadre créé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) portant sur les règles relatives aux échanges commerciaux ont influencé les marchés dans lesquels se retrouve le Québec. En même temps, nos principaux partenaires économiques, grandement touchés par la récession mondiale, ont considérablement diminué leur besoin de matières premières (pétrole, minerais, bois, papier et produits semi-manufacturés).

Les prévisions les plus récentes ont tendance à être un peu moins pessimistes quant à l'évolution de l'économie canadienne. Le ralentissement observé dans la première moitié de 2009 est directement lié à l'affaiblissement de l'économie américaine. La balance commerciale devrait demeurer négative et continuer à éroder la croissance économique, comme c'est le cas depuis 2003. Cette influence négative sur l'économie canadienne devrait toutefois commencer à s'estomper dans la seconde moitié de 2009 à mesure que l'économie américaine se rétablit.



Ce scénario prévoit donc la reprise de la croissance des exportations à partir de 2010. Toutefois, la valeur du dollar canadien par rapport à la monnaie américaine est importante et pourrait ainsi limiter grandement les chances de reprise économique.

Le secteur de la fabrication de la région des Laurentides sera influencé par ces conditions économiques. Il est vrai que le nombre d'exportateurs de marchandises a beaucoup diminué dans les Laurentides entre 2001 et 2006. Toutefois, la valeur de leurs activités a considérablement augmenté durant la période 2001-2005, mais malheureusement chuté de manière importante par la suite en 2006. Alors qu'elles représentaient 5,4 % de la valeur des exportations de l'ensemble du Québec en 2001, les exportations laurentiennes ont atteint 8,3 % en 2005. Selon les dernières estimations de l'ISQ, ce taux n'était plus que de 5,5 % en 2006. Pour mieux comprendre l'évolution des exportations régionales, il faut procéder à un examen sectoriel de ces exportations. Environ 80 % de la valeur des produits exportés dans la région des Laurentides proviennent des industries du matériel de transport, de la machinerie et des produits informatiques et électroniques. Or, les dernières données disponibles correspondent à l'année où l'usine de General Motors de Boisbriand et certains de ses fournisseurs de pièces ont fermé leurs portes.

Les dépenses des consommateurs demeurent un élément dynamique de la croissance au Québec. Malgré un fléchissement lors du quatrième trimestre, les dépenses ont poursuivi leur croissance, qui s'est située à peu près au même niveau que celle des trois années précédentes (3,4 %). La consommation représente 63 % du PIB, ce qui en fait une variable très importante et, heureusement, des plus stable. Toutefois, en raison de la conjoncture, nous anticipons un ralentissement de la croissance de ces dépenses au cours des deux prochaines années.

La région des Laurentides continuera, pour sa part, d'être stimulée par les dépenses des consommateurs. En fait, selon l'ISQ, la région des Laurentides (25 648 dollars) arrive au septième rang, derrière Montréal, Laval, la Montérégie, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Capitale-Nationale en ce qui concerne le revenu personnel disponible par habitant en 2007. Cependant, malgré une croissance démographique beaucoup plus forte que dans l'ensemble de la province, la croissance annuelle moyenne du revenu personnel disponible par habitant dans la région des Laurentides y demeure inférieure à celui de la province, de l'ordre de 3,6 % entre 2004 et 2008 contre 3,8 % au Québec.

L'activité économique dans les Laurentides, conjuguée à la croissance démographique exceptionnelle, a considérablement favorisé le l'industrie de la construction au cours des dernières années. Toutefois, le repli de la construction résidentielle au Québec constituera un facteur de ralentissement à moyen terme. La baisse des mises en chantier sera plus prononcée que celle des dépenses en construction résidentielle, l'écart s'expliquant en partie par les dépenses de rénovation et par la croissance des coûts de construction. Comme au Québec, le secteur résidentiel de la région devrait toutefois connaître une diminution du nombre de mises en chantier en 2009 et 2010. Par contre, cette diminution ne devrait pas se traduire par une baisse de l'emploi dans l'ensemble de l'industrie de la construction, où la main-d'œuvre est difficile à trouver. Au pis aller, cela fera baisser le nombre d'heures travaillées. Malgré certains reports et retards, d'importants chantiers sont toujours en cours et plusieurs importants projets de construction de bâtiments à usage institutionnel ou industriel sont annoncés pour les trois prochaines années. De plus, les annonces du gouvernement provincial sur le plan du renouvellement des infrastructures routières réussiront à compenser amplement le ralentissement du secteur résidentiel.

La région des Laurentides devrait connaître une croissance de l'emploi supérieure à celle de l'ensemble de la province durant la période 2009-2011.

Dans cet environnement économique, la région des Laurentides devrait connaître une croissance de l'emploi supérieure à celle de l'ensemble de la province durant la période 2009-2011. Après l'important recul des dernières années, la région des Laurentides est en bonne position pour assurer son développement économique grâce à l'expansion de son secteur tertiaire, au dynamisme de son industrie de la construction et à une certaine stabilité de son secteur de la fabrication.



Indicateurs du marché du travail

Les principaux indicateurs du marché du travail semblent révéler que les forces du marché n'ont pas eu le même effet sur la région des Laurentides que sur l'ensemble de la province. Alors que le Québec a connu une croissance faible, mais plutôt stable de l'emploi au cours des quatre dernières années, la région des Laurentides a vu son bassin de personnes occupées diminuer en 2005 et en 2006, bondir en 2007 pour ensuite connaître une troisième baisse en quatre ans en 2008.

Il faut préciser que la région des Laurentides a connu, au cours des dix années précédentes, soit entre 1994 et 2004, une croissance exceptionnelle de l'emploi de près de 4 % par année, un niveau bien supérieur à sa croissance démographique. En 2007, alors que l'emploi au Québec progressait de 2,3 %, la population occupée de la région des Laurentides a fait un gain de 9 %. Cette croissance phénoménale dans les Laurentides a fait bondir de près de quatre points de pourcentage le taux d'emploi, qui a atteint 63,8 % en 2007. En plus de 20 ans, ce taux n'a été dépassé qu'une seule fois, en 2004 (64,7 %).

Tableau 1

Principaux indicateurs du marché du travail – 2006-2008				
Région des Laurentides				
	2006	2007	2008	2006-2008
Population de 15 ans et plus (en milliers)	416,0	425,4	435,3	425,6
Population active (en milliers)	270,5	291,7	290,0	284,1
Personnes occupées (en milliers)	249,2	271,5	269,0	263,2
Chômeurs (en milliers)	21,3	20,2	21,1	20,9
Taux de chômage (%)	7,9	6,9	7,3	7,3
Taux d'activité (%)	65,0	68,6	66,6	66,8
Taux d'emploi (%)	59,9	63,8	61,8	61,9

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active
Données compilées par Service Canada

Parallèlement à l'emploi, la participation au marché du travail dans la région des Laurentides connaît des hauts et des bas depuis trois ans. En 2006, le niveau d'activité a été en nette régression : pour la première fois en vingt ans, le taux d'activité de la région glissait sous celui de l'ensemble du Québec. Cette baisse de près de 4,5 points de pourcentage en deux ans a été compensée en partie par une hausse de 3,6 points en 2007. Le niveau d'activité est demeuré relativement stable en 2008, tant dans la région que dans l'ensemble du Québec, ne baissant que d'un et deux dixièmes de point de pourcentage respectivement. Ces variations ont eu pour effet de faire remonter le taux de chômage, qui a atteint 7,3 % en 2008. Il est important de noter que le taux de chômage dans les Laurentides, même s'il demeure inférieur à celui de l'ensemble du Québec, s'en est considérablement rapproché au cours des trois dernières années.

Pour la période de prévision, nous nous attendons à une croissance de l'emploi dans les Laurentides beaucoup plus faible que par le passé, à moins de 1 % annuellement.

Pour la période de prévision, nous nous attendons à une croissance de l'emploi dans les Laurentides beaucoup plus faible que par le passé, à moins de 1 % annuellement. Le rythme de création d'emplois devrait toutefois s'accélérer vers la fin de la période en 2011, après avoir terminé sa descente en 2009.



Partie 2 : Perspectives sectorielles

Vue d'ensemble

Dans les Laurentides, le secteur tertiaire occupe une place prépondérante dans la structure des industries, à près de 78 % des emplois, ce qui est similaire à l'ensemble du Québec. Le regroupement des services à la consommation détient la part la plus importante à plus de 31 % de l'emploi total dans la région des Laurentides. Le commerce de détail, qui emploie le plus grand nombre de travailleurs (39 700 en moyenne durant les trois dernières années), est compris dans ce regroupement.

Le secteur de la fabrication regroupe quant à lui un peu plus de 12 % des emplois, alors que le secteur primaire en compte seulement 5 000 (1,9 %). L'industrie de la construction est également importante dans la région. En effet, elle représente près de 8 % des emplois comparativement à 5 % au Québec. L'accroissement démographique important de la région se traduit par un niveau d'activité élevé dans ce secteur d'activité, qui a ainsi connu une forte croissance au cours de la dernière période de trois ans.

Tableau 2

Répartition et perspectives de l'emploi selon certains regroupements industriels					
Région des Laurentides					
	Moyenne 2006-2008			2009-2011	
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
		Régional	Régional	Au Québec	Régional
Ensemble des industries	263,2	100,0 %	100,0 %	0,7 %	0,3 %
Primaire	5,0	1,9 %	2,6 %	-1,2 %	-0,7 %
Fabrication	32,8	12,5 %	14,5 %	-0,3 %	-1,0 %
Construction	20,8	7,9 %	5,4 %	0,8 %	0,3 %
Services	204,6	77,7 %	77,7 %	0,9 %	0,5 %
Services à la consommation	81,9	31,1 %	27,5 %	1,0 %	0,4 %
Services à la production	62,5	23,7 %	25,7 %	0,7 %	0,4 %
Services gouv. et parapublics	60,2	22,9 %	24,5 %	1,0 %	0,8 %

Source : Service Canada, Région du Québec
Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de
Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

Hormis le secteur de la fabrication et le secteur primaire, la majorité des grands regroupements industriels de la région devrait connaître une croissance plus rapide que celle du Québec durant cette période.

Pendant la période de prévision s'échelonnant de 2009 à 2011, nous prévoyons pour l'ensemble des industries des Laurentides une croissance annuelle moyenne de 0,7 %, légèrement supérieure à celle du Québec (0,3 %). En fait, hormis le secteur de la fabrication et le secteur primaire, la majorité des grands regroupements industriels de la région devrait connaître une croissance plus rapide que celle du Québec durant cette période.

Nous verrons dans les pages qui suivent comment se distribue cette croissance de l'emploi. Il semble que le secteur des services sera encore le moteur de la prospérité de la région. Le secteur de la fabrication devrait connaître un recul de l'emploi, après une longue période de croissance, mais ce dernier sera plus faible dans la région que dans l'ensemble de la province. L'ombre au tableau demeure l'ampleur et la durée du ralentissement économique américain et ses répercussions sur l'économie mondiale, qui pourrait infléchir la tendance prévue.



Secteur primaire

Le secteur primaire représente près de 2 % de l'emploi total dans les Laurentides et comptait environ 5 000 emplois en moyenne durant les trois dernières années. L'agriculture fournit un peu plus d'un emploi sur deux (56 %) et est ainsi l'industrie la plus importante de ce secteur en ce qui concerne le nombre d'emplois. La foresterie suit avec 26 % des emplois. Le reste des emplois du secteur se trouvent dans l'industrie de l'extraction minière, principalement des carrières et des sablières.

Même si les industries primaires ne représentent qu'une faible part de l'emploi par rapport au total, elles jouent un rôle particulièrement important dans l'économie de certaines MRC. En effet, selon la Table de concertation agroalimentaire des Laurentides, 46 des 78 municipalités locales dans la région des Laurentides possèdent une zone agricole décrétée. Ce sont les MRC d'Antoine-Labelle, de Mirabel et d'Argenteuil qui ont les plus importantes superficies agricoles. Les deux MRC riveraines des Basses-Laurentides, Thérèse-de-Blainville et Deux-Montagnes, ne forment que 14 % de la zone agricole des Laurentides, mais leurs revenus bruts représentent 30 % du total. L'occupation du territoire agricole a considérablement évolué au cours des vingt dernières années. Le nombre d'exploitations agricoles est passé de 2 181 en 1981 à 1 536 en 2001, une baisse de 30 %. Par ailleurs, leur superficie moyenne a connu une augmentation de 20 %, de 70 à 84 hectares. En comparaison, la moyenne québécoise est de 106 hectares, soit une augmentation de 34 % pour la même période.

D'autre part, la superficie de la région des Laurentides est occupée à 83 % par la forêt (principalement au nord de la région) et constituée à 74 % de forêts publiques, selon les données du ministère québécois des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs. À cet égard, la MRC d'Antoine-Labelle regroupe une forte proportion des emplois des industries du secteur primaire, soit l'exploitation forestière et la sylviculture. La transformation du bois, dont l'approvisionnement en ressources naturelles provient en grande partie de ce territoire, joue également un rôle moteur dans l'économie de cette MRC.

Tableau 3

Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur primaire					
Région des Laurentides					
	Moyenne 2006-2008			2009-2011	
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
		Régional	Régional	Au Québec	Régional
Ensemble du secteur primaire	5,0	1,9 %	2,6 %	-0,7 %	-0,7 %
Agriculture	2,8	1,1 %	1,7 %	-0,5 %	-0,5 %
Foresterie et exploitation forestière	1,3	0,5 %	0,4 %	-4,8 %	-4,8 %
Pêche, chasse et piégeage	0,0	0,0 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %
Extraction minière	0,9	0,4 %	0,5 %	0,8 %	1,6 %

Source : Service Canada, Région du Québec
Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de
Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

Durant la période 2003 à 2006, le secteur primaire a connu une décroissance importante de l'emploi dans les Laurentides. Cette diminution a été particulièrement importante dans la foresterie et l'exploitation forestière. En 2007 et en 2008, les données montrent un regain de l'emploi. Toutefois, malgré cette bonne période, la tendance de fond est à la baisse de l'emploi. Plusieurs facteurs ont influé sur les difficultés de cette industrie. Le conflit canado-américain sur le bois d'œuvre, qui a sévi entre 2002 et 2006, a eu de



nombreuses répercussions sur les entreprises québécoises et régionales. Au même moment, l'industrie a subi les pressions de groupes environnementalistes au sujet des pratiques des récoltes, ce qui a engendré une hausse des coûts d'exploitation.

En réponse à cette problématique, le gouvernement québécois, s'appuyant sur le rapport Coulombe, a imposé de nouvelles règles sur le territoire forestier et limité l'approvisionnement de la ressource pour plusieurs entreprises. Le prix de la matière première a également diminué durant cette période, ce qui a réduit davantage les marges bénéficiaires des entreprises. En réaction à cette situation, les principaux employeurs ont procédé à des restructurations, fermetures, réductions de production, mais également à certains investissements pour s'ajuster aux nouvelles conditions économiques du marché. La fin du conflit commercial avec les États-Unis pourrait stabiliser et améliorer la vitalité de ce secteur.

Depuis plus d'un an, l'économie américaine tourne au ralenti, limitant du même coup les besoins des Américains sur le plan de l'importation de bois. Selon les prévisions, nous devrions assister à une reprise de la demande chez notre voisin du Sud vers la fin de 2009 ou au début de 2010, ce qui permettrait une certaine reprise des activités dans les Laurentides en 2011 et 2012. Cette nouvelle donne permettrait de récupérer certains des emplois perdus au cours des dernières années, mais leur nombre ne suffira pas pour assurer une croissance durant cette période. D'ailleurs, l'industrie forestière de la région, comme celle du Québec, connaîtra encore beaucoup de difficultés avant de pouvoir rebondir. La baisse importante de la demande, tant des produits de bois que du papier, occasionne la chute du prix de la ressource et des revenus pour les entreprises. Ces dernières n'ont d'autres choix que de couper leurs coûts de production et de procéder à des fermetures temporaires ou permanentes, ce qui augmentera les pertes d'emplois durant les deux premières années de notre scénario.

L'agriculture n'échappe pas à la quête de l'amélioration de la productivité. Comme pour l'ensemble de la province, la modernisation et les fusions d'entreprises ont fait baisser le niveau d'emploi du secteur agricole dans les Laurentides. L'urbanisation exerce des pressions dans les Basses-Laurentides : la diminution de la zone agricole ainsi que les empiètements et l'augmentation des terres en location en sont les principaux indicateurs.

D'ailleurs, l'accessibilité au financement, nécessaire pour exploiter ou acquérir une entreprise agricole, est de plus en plus difficile étant donné la hausse importante de la valeur foncière des fermes et des équipements depuis les quinze dernières années. Cette situation crée une grande difficulté pour les agriculteurs d'assurer la relève pour la poursuite de leur entreprise. Ce problème est d'autant plus important que le nombre de retraites dans ce secteur d'activité devrait croître dans les prochaines années.

Le secteur forestier devrait continuer à se restructurer quelque peu en 2009 et au début de 2010, en raison de la vigueur du dollar canadien, du nombre décroissant de mises en chantier et du nouveau plan de gestion de la forêt, auquel les industries doivent s'adapter.

Nous prévoyons donc une décroissance annuelle moyenne de l'emploi inférieure à 1 % dans le secteur primaire de la région durant la période 2009-2011. Le secteur forestier devrait continuer à se restructurer quelque peu en 2009 et au début de 2010, en raison de la vigueur du dollar canadien, du nombre décroissant de mises en chantier et du nouveau plan de gestion de la forêt, auquel les industries doivent s'adapter. Toutefois, nous croyons que les investissements entrepris au cours des dernières années et la reprise de l'économie mondiale, prévue vers la fin de la période de prévision, pourraient favoriser une reprise modérée de l'emploi vers 2011. Le secteur agricole devrait poursuivre sa lente décroissance sur l'ensemble de la période à cause de la difficulté pour les propriétaires d'assurer la relève et de trouver de la main-d'œuvre compétente.

Secteur de la fabrication

Le secteur de la fabrication est relativement diversifié dans les Laurentides et compte pour un peu plus de 12 % des emplois dans la région, ce qui est légèrement inférieur au reste du Québec (14,5 %). Par contre, le secteur est largement tributaire de l'apport de six industries en particulier, c'est-à-dire celles de la fabrication de matériel de transport, des aliments et boissons, des produits en bois, des meubles, des produits métalliques et des produits chimiques. En fait, plus de six emplois manufacturiers sur dix proviennent de ces industries.



Le secteur de la fabrication laurentien a connu une période de croissance soutenue au milieu des années 1990 jusqu'au début des années 2000. Par la suite, l'emploi est demeuré relativement stable avant d'atteindre un sommet en 2004. Depuis, l'emploi manufacturier décroît. Au cours des trois dernières années, cette diminution de l'emploi s'est concrétisée particulièrement dans les industries manufacturières liées à la consommation et aux ressources.

Tableau 4

Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur de la fabrication					
Région des Laurentides					
	Moyenne 2006-2008			2009-2011	
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
	Régional	Régional	Au Québec	Régional	Au Québec
Ensemble du secteur de la fabrication	32,8	12,5 %	14,5 %	-0,3 %	-1,0 %
Fabrication liée à la consommation	10,8	4,1 %	5,4 %	-0,9 %	-1,2 %
Aliments, boissons et tabac	4,0	1,5 %	2,0 %	0,5 %	0,3 %
Usines de textiles et de produits textiles	0,3	0,1 %	0,4 %	-3,7 %	-3,5 %
Vêtements et produits en cuir	0,8	0,3 %	0,8 %	-5,0 %	-3,3 %
Impression et activités connexes	1,9	0,7 %	0,7 %	-1,5 %	-2,5 %
Meubles et produits connexes	2,5	1,0 %	0,9 %	-2,8 %	-2,2 %
Activités diverses de fabrication	1,3	0,5 %	0,6 %	0,7 %	0,7 %
Fabrication liée aux ressources	5,5	2,1 %	3,2 %	-1,2 %	-1,7 %
Produits en bois	2,7	1,0 %	1,2 %	-1,9 %	-2,2 %
Papier	1,0	0,4 %	0,8 %	-1,5 %	-4,1 %
Produits du pétrole et du charbon	0,2	0,1 %	0,1 %	0,0 %	-0,7 %
Produits minéraux non métalliques	0,9	0,3 %	0,4 %	0,2 %	0,5 %
Première transformation des métaux	0,8	0,3 %	0,8 %	-0,8 %	0,0 %
Fabrication liée aux investissements	16,7	6,3 %	5,9 %	0,4 %	-0,4 %
Produits chimiques	2,9	1,1 %	0,8 %	-2,0 %	-1,0 %
Plastique et caoutchouc	1,2	0,5 %	0,9 %	-0,7 %	-2,1 %
Produits métalliques	2,7	1,0 %	1,1 %	0,8 %	-0,5 %
Machines	1,7	0,6 %	0,6 %	0,7 %	-0,4 %
Produits inform. et électroniques	1,5	0,6 %	0,6 %	-1,1 %	-0,5 %
Matériel, appareils et composants électriques	1,2	0,5 %	0,4 %	0,3 %	-0,5 %
Matériel de transport	5,4	2,1 %	1,4 %	2,3 %	0,9 %

Source : Service Canada, Région du Québec
Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)



Les entreprises manufacturières des Laurentides sont de grandes exportatrices de biens.

Les entreprises manufacturières des Laurentides sont de grandes exportatrices de biens, mais la récession a fait en sorte que les États-Unis, leur principal client, ont considérablement réduit leur niveau d'importation. Cette situation a mené à une augmentation des stocks chez les exportateurs, qui ont dû ralentir la cadence de production à cause de la baisse de la demande. Cette période de repli devrait toutefois permettre aux entreprises de réévaluer leurs méthodes de travail actuelles et de réaliser des gains de productivité en investissant dans la technologie et la formation de la main-d'œuvre. Selon les circonstances, les faibles taux d'intérêt et la force actuelle du dollar canadien peuvent être favorables à ce genre d'investissement. Ainsi les entreprises seraient encore mieux positionnées pour profiter d'une reprise des activités et de l'emploi au fur et à mesure de l'amélioration de l'économie américaine, escomptée vers la fin de la période de prévision.

À l'instar de celui du Québec, le secteur laurentien de la fabrication dans son ensemble devrait subir une décroissance de l'emploi au cours des prochaines années.

À l'instar de celui du Québec, le secteur laurentien de la fabrication dans son ensemble devrait subir une décroissance de l'emploi au cours des prochaines années. Selon nos prévisions, le secteur de la fabrication compterait en 2011 près de 300 Laurentiens de moins qu'en 2008. Cette diminution se fera au rythme moyen de 0,3 % par année durant cette période, un rythme nettement plus lent que dans l'ensemble de la province. Voyons plus en détail quelles industries manufacturières seront davantage victimes de la conjoncture et lesquelles seront moins touchées.

Fabrication liée à la consommation

Ce regroupement industriel devrait connaître une légère décroissance de près de 1 % annuellement.

Le sous-secteur de la fabrication liée à la consommation dans la région des Laurentides, avec une moyenne de 10 800 personnes occupées entre 2006 et 2008, représente près du tiers de l'emploi manufacturier de la région et 4 % de l'emploi total. Dans l'ensemble, ce regroupement industriel devrait connaître une légère décroissance de près de 1 % annuellement, ce qui sera moins prononcé que dans l'ensemble du Québec.

Dans ce regroupement, l'industrie de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, l'industrie du meuble et celle de l'impression et des produits connexes se démarquent par leur importance relative dans l'économie de la région. Procurant de l'emploi à 4 000 personnes dans la région, l'industrie de la transformation des aliments est de loin la plus importante en ce qui a trait au nombre d'emplois dans ce sous-secteur. Elle a été reconnue par les intervenants socioéconomiques de la région comme étant un créneau d'excellence pour le développement économique. Dans les dernières années, les entreprises de la région ont connu certaines difficultés, qui se sont soldées par des fermetures et des mises à pied. Cette industrie est appelée néanmoins à prendre de l'expansion au rythme moyen de 0,5 % par année au cours des trois prochaines années. Les efforts consentis par l'ensemble des partenaires, privés et publics, pour soutenir le développement de ce créneau d'excellence assurent des conditions propices à la croissance des entreprises et à la naissance de nouvelles.

L'industrie du meuble des Laurentides a traversé quelques périodes difficiles au cours des dernières années. Comme les entreprises de la région sont de petite et moyenne taille et qu'elles exercent leurs activités davantage dans le domaine institutionnel que commercial, elles sont moins bien positionnées pour faire face à la force de la monnaie canadienne et à la concurrence de plus en plus importante en provenance de l'Asie. Tous ces facteurs limitent les possibilités de croissance. Le repli des mises en chantier anticipé au cours de la période de prévision aura pour effet de diminuer la demande de meubles dans l'ensemble de la province. Déjà, la crise financière aux États-Unis et ses impacts sur le marché immobilier a pour conséquence de freiner considérablement la demande et, donc, les exportations de meubles au sud de la frontière. Nous prévoyons à cet effet une décroissance annuelle moyenne de 2,8 % pour l'ensemble de la province, alors que pour la région, elle devrait se situer à seulement 2,2 % durant la même période.

L'industrie de l'impression et activités connexes a été relativement stable dans la région au cours des dernières années, voire en légère croissance au cours des trois dernières années, notamment grâce à l'ouverture d'une importante imprimerie à Mirabel. Toutefois, le secteur de l'impression des journaux est de plus en plus en concurrence avec les nouveaux médias, comme ceux sur Internet, ce qui limite du coup les possibilités de



croissance. Nous prévoyons, dans ce contexte, une légère contraction de l'emploi de 1,5 % annuellement dans la région, alors que ce recul sera plus important dans l'ensemble de la province.

Ce regroupement industriel comprend également d'autres industries, comme celles du textile, du vêtement et du cuir, qui souffrent depuis plusieurs années de la concurrence mondiale qui s'est accrue après la fin de l'Arrangement multifibres. Ces industries occupent une part relative de l'emploi régional plus faible que les autres industries et devraient connaître une autre période difficile à cause des nouvelles conditions de marché. Nous prévoyons une décroissance annuelle moyenne de près de 3,7 % pour l'industrie du textile et de 5,0 % pour celles du vêtement et du cuir d'ici 2011.

Fabrication liée aux ressources

Le sous-secteur de la fabrication liée aux ressources dans la région des Laurentides, avec une moyenne d'un peu plus de 5 500 personnes occupées entre 2006 et 2008, représente près de 17 % de l'emploi manufacturier de la région et 2 % de l'emploi total. Dans ce regroupement industriel, l'industrie de la fabrication de produits en bois se démarque, car 2 700 personnes en moyenne y avaient un emploi au cours des trois dernières années. Cette industrie mise de plus en plus sur la deuxième et troisième transformation des produits du bois. En 2003, elle comptait plus de 75 scieries, une usine de panneaux agglomérés, une usine de bois tourné ainsi que deux usines de placages et contreplaqués selon les données du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs. Toutefois, vu les nouvelles règles sur l'approvisionnement de la ressource, le portrait de cette industrie a quelque peu changé au cours des dernières années. Selon nos prévisions, la restructuration amorcée depuis deux ans devrait se poursuivre. Les efforts en vue de hausser la productivité de cette industrie se traduiront par une décroissance annuelle moyenne de l'emploi de 1,9 % entre 2009 et 2011. À plus long terme, ces efforts et le retour de la demande du marché américain pourraient faire progresser l'emploi de nouveau au cours de la prochaine décennie. Entretiens, les consolidations et la réduction des frais d'exploitation seront encore d'actualité durant la période de prévision.

À plus long terme, ces efforts, et un retour de la demande provenant du marché américain, pourraient indiquer un retour de la croissance d'emploi dans la prochaine décennie.

L'industrie du papier représente un peu plus de 18 % de l'emploi de ce regroupement. Les perspectives ne seront guère meilleures au cours des prochaines années pour cette industrie, également touchée par les difficultés liées aux coûts de l'approvisionnement de la ressource première. Nous prévoyons que les efforts de rationalisation et de restructuration dans cette industrie résulteront en une baisse de l'emploi d'ici 2011. La région des Laurentides compte néanmoins un nombre important d'entreprises spécialisées dans les papiers minces. Ce créneau, qui comprend des produits comme les papiers mouchoirs et le papier hygiénique, est moins ébranlé par la chute de la demande que celui du papier journal. Pour cette raison, le secteur du papier se portera mieux dans la région que dans l'ensemble de la province.

Fabrication liée aux investissements

Le regroupement de la fabrication liée aux investissements est le plus important avec près de 16 700 personnes occupées en moyenne durant la période 2006-2008, ce qui représente 6,3 % des personnes occupées dans les Laurentides et un emploi sur deux du secteur de la fabrication de la région. L'industrie de la fabrication du matériel de transport occupe une place importante sur le marché du travail régional. Malgré sa décroissance constante au cours des quatre dernières années, elle compte tout de même une moyenne de 5 400 personnes occupées dans la région. La part relative de cette industrie est plus importante dans la région que dans l'ensemble du Québec. La présence sur le territoire de très grandes entreprises de cette industrie, comme Bell Helicopter, Bombardier Aéronautique, L-3 Communications MAS, Nova Bus et Paccar, insufflent un dynamisme et attire d'autres entreprises dans la région. Récemment, certains facteurs ont ralenti la croissance exceptionnellement forte de l'emploi au sein de l'industrie aéronautique. Toutefois, plusieurs importants projets qui créeront plusieurs milliers d'emplois sur l'ensemble du territoire permettront à l'industrie de demeurer tout de même vigoureuse au cours des trois prochaines années.

Malgré sa décroissance constante au cours des quatre dernières années, l'industrie de la fabrication du matériel de transport compte tout de même une moyenne de 5 400 personnes occupées dans la région.



Toujours dans le sous-secteur de la fabrication liée aux investissements, d'autres champs d'activité devraient connaître une excellente croissance de l'emploi. Ainsi les industries de la fabrication de machines et de produits métalliques devraient connaître une croissance positive au cours de la période de prévision. Évidemment, les entreprises de ces industries ne se retrouvent pas uniquement sur le territoire des Laurentides. La proximité de Montréal favorise le déplacement de plusieurs résidents des Laurentides, qui peuvent y occuper un emploi.

D'autre part, certains secteurs d'activité subiront plus fortement les conséquences du ralentissement économique et de la baisse de la demande de leurs produits. Ainsi des industries comme celles des produits chimiques, des produits en plastique et en caoutchouc, des produits informatiques et électroniques ainsi que du matériel, des appareils et composants électriques verront leur nombre de personnes occupées au mieux stagner, sinon légèrement diminuer.

En conclusion, nous prévoyons pour le sous-secteur de la fabrication liée aux investissements une croissance annuelle moyenne de 0,4 % dans la région durant la période 2009-2011, ce qui est nettement mieux que dans le reste du Québec (-0,4 %).

Industrie de la construction

Dans les Laurentides, l'industrie de la construction regroupe 7,9 % des emplois, ce qui est supérieur à l'ensemble du Québec (5,4 %). La croissance démographique que connaît la région depuis plusieurs années n'est pas étrangère à cette situation. En effet, la croissance de la population observée dans la majorité des MRC de la région a exercé une pression importante sur la construction résidentielle, qui connaît une vigueur soutenue depuis les dernières années. Le secteur de la rénovation, appuyé par la hausse de la valeur des maisons, a également profité d'une demande soutenue au cours des dernières années. De plus, d'importants projets liés au tourisme et à la villégiature, notamment dans les MRC des Laurentides et des Pays-d'en-Haut, ont aussi eu une incidence positive sur l'emploi au cours des dernières années dans le domaine de la construction, tant de bâtiments à usage commercial qu'institutionnel.

La région a connu une augmentation de plus de 67 % de son niveau d'emploi dans cette industrie entre 2004 et 2008, comparativement à seulement 31 % pour l'ensemble du Québec. Il faut préciser que la région a bénéficié de très bonnes conditions durant cette période : la stabilité des taux d'intérêt, déjà très bas, la croissance exceptionnelle de la valeur des maisons, la plus forte croissance démographique du Québec, le revenu disponible par habitant supérieur à la moyenne provinciale et plusieurs projets de nature commerciale, touristique et institutionnelle ont propulsé le niveau d'emploi à des sommets sans précédent dans la région. Il ne faut pas négliger non plus les possibilités d'embauche que procure la grande région de Montréal. Les travailleurs de la construction sont souvent beaucoup plus mobiles que la moyenne des travailleurs et se déplacent selon l'endroit où se trouve le chantier. Les régions avoisinantes des Laurentides ont également été prospères durant cette période.

Même si certaines conditions demeurent favorables pour la région des Laurentides, l'industrie de la construction ne pourra maintenir un rythme aussi intense que celui qu'elle a connu par le passé.

Même si certaines conditions demeurent favorables pour la région des Laurentides, l'industrie de la construction ne pourra maintenir un rythme aussi intense que celui qu'elle a connu récemment. Les mises en chantier du secteur résidentiel devraient ralentir au cours des trois prochaines années. De grands projets sont déjà commencés et devraient se poursuivre, mais à un rythme beaucoup plus lent. D'ailleurs, certains des projets annoncés ont été reportés ou simplement arrêtés en raison de la difficulté de trouver du crédit. Ce ralentissement ne devrait pas avoir trop de répercussions négatives sur le niveau d'emploi à court terme. Il est possible toutefois que le nombre d'heures travaillées soit moins élevé que par les années passées.

Dans ce contexte, pour la période de 2009 à 2011, nous prévoyons que l'industrie marquera une pause et affichera une croissance plus faible, de l'ordre de 0,8 %. L'ensemble de la province devrait suivre une tendance similaire, mais plus légèrement plus faible, malgré des investissements importants dans des travaux d'infrastructure et dans plusieurs projets dans le Nord du Québec.



Secteur des services

Services à la consommation

Avec ses 81 900 travailleurs en moyenne, les services à la consommation sont ceux qui procurent le plus d'emplois dans la région des Laurentides (31 % de l'emploi total de la région).

Au cours des trois dernières années, le nombre de personnes occupées a progressé au rythme annuel moyen de 4,4 %, un taux beaucoup plus élevé que celui de l'ensemble du Québec (0,6 %). Tous les facteurs étaient réunis pour favoriser l'essor de ce regroupement industriel : croissance démographique, enrichissement collectif de la population et investissements importants dans l'offre de services touristiques. Ces conditions devraient être encore présentes durant la période de prévision, mais elles seront assombries par la diminution de la capacité de crédit.

La croissance de l'emploi devrait se poursuivre, mais de manière moins prononcée, pour atteindre une moyenne annuelle de 1 % au cours des trois prochaines années.

En période économique difficile, certains secteurs d'activité pourraient souffrir de la baisse des dépenses des consommateurs. De plus, la force du huard pourrait forcer certains touristes étrangers à changer leur projet de voyage. Malgré tout, la croissance de l'emploi devrait se poursuivre, mais de manière moins prononcée, pour atteindre une moyenne annuelle de 1 % au cours des trois prochaines années. Cette croissance demeurera supérieure à celle de l'ensemble du Québec (0,4 %).

Tableau 5

Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la consommation					
Région des Laurentides					
	Moyenne 2006-2008			2009-2011	
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
		Régional	Régional	Au Québec	Régional
Services à la consommation	81,9	31,1 %	27,5 %	1,0 %	0,4 %
Commerce de détail	39,7	15,1 %	12,6 %	1,2 %	0,5 %
Information, culture et loisirs	11,0	4,2 %	4,4 %	0,8 %	-0,6 %
Hébergement et restauration	17,7	6,7 %	6,1 %	0,8 %	0,6 %
Autres services	13,6	5,2 %	4,4 %	1,0 %	0,8 %

Source : Service Canada, Région du Québec
Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

Pour mieux comprendre l'évolution de ce regroupement industriel, examinons plus particulièrement les principales industries qui le composent.

Près d'un emploi sur deux dans les services à la consommation provient de l'industrie du commerce de détail. Cette industrie représente 15 % de l'emploi dans la région, contre 12,6 % pour l'ensemble du Québec. Le commerce de détail a progressé considérablement au cours des dernières années grâce à l'arrivée de plusieurs magasins de grande surface dans la région. Cette tendance s'estompera graduellement dans le secteur de l'alimentation, mais dans l'ensemble, l'industrie du commerce de détail dans la région a encore un fort potentiel de croissance, et quelques projets qui ont été annoncés devraient permettre une croissance annuelle moyenne de 1,2 % au cours des trois prochaines années. Elle sera supérieure à celle de l'ensemble du Québec, où cette industrie progressera d'environ 0,5 %.



L'industrie de l'hébergement et de la restauration arrive au second rang de ce regroupement avec une moyenne de près de 18 000 personnes occupées entre 2006 et 2008. Le développement de l'offre touristique dans la région, notamment grâce aux investissements majeurs dans la région de Mont-Tremblant, a eu un effet domino et assuré la croissance de l'emploi dans cette industrie au cours des trois dernières années. La région des Laurentides connaîtra une progression annuelle moyenne de l'emploi de 0,8 % d'ici 2011, similaire à celle du Québec (0,6 %). Encore une fois, plusieurs projets d'investissement, plus particulièrement au nord de Saint-Jérôme et à Mirabel, viennent expliquer cette prévision.

Les industries de l'information, de la culture et des loisirs, où 11 000 personnes en moyenne ont occupé un emploi au cours des trois dernières années, représente plus de 4 % de l'emploi total dans la région. Les efforts consacrés à l'accroissement de l'offre touristique régionale ne sont pas étrangers à ces résultats. La population laurentienne, comme celle de l'ensemble du Québec, est vieillissante. Ces gens, pour la plupart, ont une meilleure situation financière qu'il y a dix ou quinze ans. Ils sont par ailleurs en meilleure santé et plus scolarisés que leurs aînés. Ce segment de la population est appelé à croître et pourrait également hausser la demande en matière de divertissement, de loisirs et d'activités culturelles. Il existe dans la région encore plusieurs projets de développement dans ces industries et malgré certaines inquiétudes quant au nombre décroissant de visiteurs américains – qui pourraient moins voyager en raison des nouvelles règles à la frontière à partir de 2009 et de la hausse du huard –, nous prévoyons que le nombre d'emplois devrait croître au rythme annuel moyen de 0,8 % au cours des trois prochaines années. Au Québec, les perspectives sont moins bonnes, car le solde touristique négatif et la croissance démographique plus faible devraient avoir comme conséquence une diminution du nombre d'emplois de l'ordre de 0,6 % en moyenne au cours de la période de prévision.

Services à la production

La moitié des industries dans la région des Laurentides présentes dans ce sous-secteur possèdent une part relative de l'emploi plus grande que celle de l'ensemble des industries du Québec.

Les quelque 62 500 emplois que l'on retrouve dans le regroupement des services à la production représentent près de 24 % des emplois dans les Laurentides, une proportion légèrement inférieure à celle de l'ensemble de la province. En fait, la moitié des industries dans la région des Laurentides présentes dans ce sous-secteur possèdent une part relative de l'emploi plus grande que celle de l'ensemble des industries du Québec. Ce regroupement comprend les industries du commerce de gros (4,2 % de l'emploi régional total), du transport et de l'entreposage (4,9 %) et des services publics (1 %). C'est toutefois l'industrie des services professionnels, scientifiques et techniques qui est la plus importante de ce sous-secteur, à 5,4 % de l'emploi régional total.

Au cours des cinq dernières années, les services à la production ont enregistré une faible croissance annuelle moyenne de l'emploi de 1,4 %. Cette contre-performance s'est produite à la suite des résultats négatifs obtenus par l'une de ses industries, celle du commerce de gros. Le ralentissement économique mondial et les difficultés de l'industrie automobile ont provoqué des mises à pied importantes dans le commerce de gros en 2008. Seulement un an auparavant, le taux de croissance annuel moyen sur cinq ans était de 8,5 % pour cette même industrie.

Pour les trois prochaines années, nous prévoyons un taux de croissance annuel moyen de 0,7 %, le double du taux prévu au Québec. Cette progression sera possible grâce à une activité accrue dans les services professionnels, scientifiques et techniques, les services publics ainsi que le commerce de gros.

Regardons de plus près comment ces perspectives se présentent.

L'industrie des services professionnels, scientifiques et techniques est la plus importante du regroupement, avec une moyenne de 14 100 personnes occupées entre 2006 et 2008. Cette industrie a enregistré une croissance très importante depuis le début des années 1990. Cette dernière s'est toutefois stabilisée autour de 0,5 % annuellement au cours des cinq dernières années. De plus, grâce aux investissements majeurs que les différents ordres de gouvernement accorderont au renouvellement des infrastructures



publiques, nous prévoyons que cette croissance s'accélérera pour atteindre 1,3 % par année d'ici 2011. Cette industrie demeurera l'une des plus dynamiques du secteur des services à la production.

Tableau 6

Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la production					
Région des Laurentides					
	Moyenne 2006-2008			2009-2011	
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
		Régional	Régional	Au Québec	Régional
Services à la production	62,5	23,7 %	25,7 %	0,7 %	0,4 %
Services publics	2,7	1,0 %	0,8 %	1,0 %	1,2 %
Commerce de gros	11,0	4,2 %	4,0 %	0,7 %	0,3 %
Transport et entreposage	13,0	4,9 %	4,6 %	0,2 %	-0,2 %
Finance, assurances, immobilier et location	12,5	4,7 %	6,0 %	0,5 %	0,5 %
Serv. prof., scientifiques et techn.	14,1	5,4 %	6,6 %	1,3 %	1,1 %
Gestion d'entreprises, soutien adm. et autres	9,2	3,5 %	3,7 %	0,6 %	-0,2 %

Source : Service Canada, Région du Québec
Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de
Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

L'emploi dans l'industrie du commerce de gros a également connu une très forte période de croissance (17 %) au cours de la période 2002-2005. Comme le secteur de la fabrication a progressé et la construction a atteint des sommets, les grossistes ont profité de la bonne conjoncture régionale. Les trois prochaines années s'annoncent un peu moins prospères pour cette industrie. Certes, les perspectives sont meilleures dans la région des Laurentides que dans l'ensemble de la province, mais elles sont plutôt faibles, à un taux de croissance annuel moyen attendu de 0,7 % au cours de la période.

L'industrie du transport et de l'entreposage représentait près de 5 % de l'ensemble de l'emploi régional et occupait 13 000 travailleurs en moyenne au cours des trois dernières années. Cette industrie, après quelques années de difficultés à la suite du transfert des opérations aéroportuaires de Mirabel vers Dorval, a repris de la vigueur en 2008. Le ralentissement marqué du secteur de la fabrication au Québec vers la fin de 2008, qui s'est prolongé en 2009, a eu pour effet de ralentir la croissance de cette industrie. Selon nos prévisions pour le secteur de la fabrication, les impacts de ce ralentissement sur l'industrie du transport devraient être moins importants dans la région que dans l'ensemble de la province. Après un recul en 2009 et la première moitié de 2010, l'emploi devrait revenir sensiblement au même niveau qu'en 2008 dans les Laurentides.

Avec un peu plus de 9 000 personnes occupées en moyenne durant les trois dernières années, la branche de la gestion d'entreprises, du soutien administratif et des autres services aux entreprises devrait se trouver devant des perspectives somme toute beaucoup plus positives dans la région que dans l'ensemble du Québec. Le nombre croissant d'entreprises sur le territoire, grâce à la disponibilité des terrains et d'une main-d'œuvre compétente, favorise le dynamisme de cette industrie. Il faut dire que l'emploi a crû à un rythme moyen de 7,7 % par année depuis cinq ans dans la région. Nous anticipons donc, en raison de la baisse importante de l'activité économique, que le rythme de croissance ralentira considérablement, mais qu'il demeurera positif, contrairement à ce qui est prévu à l'échelle provinciale.



Services gouvernementaux et parapublics

Les services gouvernementaux et parapublics représentent près de 23 % de l'emploi dans la région, ce qui est légèrement inférieur au Québec (24,5 %). Les sous-secteurs de l'enseignement, des soins ambulatoires et hôpitaux et les établissements de soins infirmiers et d'assistance sociale sont de loin les plus importants, avec plus de 18 % de l'emploi dans la région, et représentent 80 % de l'ensemble des services gouvernementaux et parapublics. L'autre 20 % est partagé par les trois ordres d'administration publique, dont 56 % se retrouvent dans l'administration municipale et régionale.

Tableau 7

Répartition et perspectives de l'emploi dans les services publics et parapublics					
Région Laurentides					
	Moyenne 2006-2008			2009-2011	
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
		Régional	Régional	Au Québec	Régional
Serv. gov. et parapublics	60,2	22,9 %	24,5 %	1,0 %	0,8 %
Services d'enseignement	17,5	6,6 %	6,8 %	1,0 %	0,0 %
Soins ambulatoires et hôpitaux	15,7	6,0 %	6,4 %	1,1 %	1,4 %
Autres soins de santé et assistance sociale	14,5	5,5 %	5,6 %	1,5 %	1,8 %
Administration fédérale	2,4	0,9 %	2,0 %	0,3 %	0,2 %
Adm. provinciales et territoriales	3,1	1,2 %	1,9 %	-0,2 %	0,2 %
Adm. locales, mun., régionales et autres	7,0	2,7 %	1,8 %	0,3 %	-0,2 %

Source : Service Canada, Région du Québec
Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

Au cours des cinq dernières années, les services gouvernementaux et parapublics ont connu une croissance annuelle moyenne de 1,7 %. Cette bonne performance a été obtenue grâce aux services d'enseignement ainsi qu'aux autres soins de santé et aux services d'assistance sociale.

Cette prévision est motivée par le fait que les administrations publiques subiront davantage les pressions budgétaires provoquées par les investissements massifs en réponse à la récession qui a débuté à la fin de 2008.

Le retour à l'équilibre budgétaire sera à l'ordre du jour politique au cours des prochaines années. De plus, certains facteurs comme le ralentissement de la croissance démographique, le faible taux de fécondité, le vieillissement de la population ainsi que les priorités gouvernementales exerceront diverses pressions sur l'évolution de l'emploi dans les différentes branches des services gouvernementaux et parapublics.

Ainsi la progression de l'emploi devrait être moins élevée pour la période de prévision, soit 1,0 %, en moyenne annuellement, ce qui est tout de même légèrement supérieur au rythme prévu au Québec (0,8 %). Cette prévision est motivée par le fait que les administrations publiques subiront davantage les pressions budgétaires provoquées par les investissements massifs en réponse à la récession qui a débuté à la fin de 2008.